



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

TAPAJ FRANCE

40 cours d'Albret
33000 BORDEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

Dossier suivi par M. Sébastien CRUEGE
Commissaire aux Comptes



Paris
Rouen
Rennes
Le Havre
Bordeaux
Saint-Brieuc



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

TAPAJ FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association TAPAJ FRANCE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre Association bénéficie de financements publics et privés affectés à la réalisation de ses programmes d'action.

Lorsque les subventions et les contributions financières attribuées au cours de l'exercice sont utilisées partiellement ou totalement sur le ou les exercice(s) suivants(s), la part concernée est inscrite en fonds dédiés. Ces derniers s'élèvent à 29 500 € au 31 décembre 2024.

Lorsque les conventions atteignent leur terme, la part non consommée des ressources est comptabilisée en provision pour risque de reversement. Ces dernières s'élèvent à 3 073 323 € au 31 décembre 2024.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bruges, le 5 mai 2025
Le Commissaire aux Comptes
SAGEC



Sébastien CRUEGE
Commissaire aux Comptes Associé



Bilan

Compte
de
Résultat

Annexe

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	5 400	5 400		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	58 142	45 415	12 727	17 433
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 973		8 973	8 973
	TOTAL (I)	72 515	50 815	21 700	26 406
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				4 637
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	300		300	
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	179 856		179 856	133 409
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	3 866 552		3 866 552	3 725 111
	Charges constatées d'avance	17 793		17 793	4 242
	TOTAL (II)	4 064 501		4 064 501	3 867 400
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 137 016	50 815	4 086 201	3 893 806
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			8 973	8 973
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	31 025	31 025
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	96 801	96 801
	Réserves pour projet de l'entité		
Fonds reportés et dédiés	Autres		
	Report à nouveau	187 929	79 307
	Excédent ou déficit de l'exercice	119 175	108 622
	Total des fonds propres (situation nette)	434 931	315 755
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	434 931	315 755
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		9 315
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	29 500	31 000
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
DETTE (1)	Total des fonds reportés et dédiés	29 500	40 315
	Provisions pour risques	3 073 323	3 018 369
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	3 073 323	3 018 369
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 834	37 671
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	114 551	131 626
TOTAL PASSIF	DETTE DIVERSE		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	369 746	350 069
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	22 317	
	Total des dettes	548 447	519 366
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	4 086 201	3 893 806
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	119 175,49	108 622,00
	(1) Dont à moins d'un an	548 447	519 366
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	34 544	31 894
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 407 091	1 247 315
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	29 385	5 030
	Utilisations des fonds dédiés	10 815	3 063 460
	Autres produits	34	
Total des produits d'exploitation		1 481 869	4 347 699
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	552 747	389 714
	Aides financières	1 500	1 000
	Impôts, taxes et versements assimilés	37 197	42 164
	Salaires et traitements	560 990	568 281
	Charges sociales	215 358	218 355
	Dotation aux amortissements et dépréciations	9 666	8 606
	Dotation aux provisions	73 864	3 018 369
	Reports en fonds dédiés		9 315
	Autres charges	4	49
Total des charges d'exploitation		1 451 324	4 255 854
RESULTAT D'EXPLOITATION		30 545	91 845

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		30 545	91 845
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	114 784	100 040
	Total des produits financiers	114 784	100 040
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		114 784	100 040
RESULTAT COURANT avant impôts		145 329	191 885
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		60 000
	Total des charges exceptionnelles		60 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(60 000)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		26 154	23 263
TOTAL DES PRODUITS		1 596 654	4 447 739
TOTAL DES CHARGES		1 477 478	4 339 117
EXCEDENT ou DEFICIT		119 175	108 622
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2024

ANNEXE

Annexe au Bilan

Les comptes annuels ont été établie conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

- Le bilan de l'exercice présente un total de **4 086 201** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **1 596 654** euros
 - un total charges de **1 477 478** euros
 - dégage un résultat de **119 175** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **ASSO TAPAJ FRANCE** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Annexe au Bilan

Informations générales

TAPAJ FRANCE est le "Réseau des Associations pour le travail alternatif payé à la journée".

Tapaj France a été créée à l'initiative de l'association CEID-addictions de Bordeaux afin de fédérer l'ensemble des associations agissant dans le cadre du programme TAPAJ. Elle a son siège social 40 cours d'Albret à Bordeaux.

Tapaj est un programme de médiation positive basée sur les principes de la réduction des risques et des dommages. L'association est fondée sur une approche contextuelle et gradualiste afin de limiter les risques sociaux en luttant contre la sur-précarisation. Centré sur les capacités de la personne, elle intervient sur des temporalités courtes et à partir de la volonté de changement du jeune.

Tapaj a pour objet de mettre en réseau différents acteurs associatifs impliqués dans le champ de l'addiction et se donnant pour mission de conduire un programme spécifique permettant aux jeunes de 18 à 25 ans en très grande précarité d'être rémunérés en fin de journée, pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification ou d'expérience professionnelle particulière et ne les engage pas sur la durée. Une chartre Tapaj en définit le cadre, ce dispositif s'inscrit dans une démarche de partenariat opérationnel avec des entreprises et des collectivités territoriales qui agissent en faveur de ce public fragile.

Les moyens d'action de l'associations sont :

- Mener tout action de nature à favoriser le programme Tapaj dans un strict respect de l'éthique
- Mener toute action d'information et de formation auprès de ses membres et de tout tiers intéressé en lien direct ou indirect avec son objet social
- Le recueil de suggestions exprimées par les associations affiliées et d'y donner toutes suites utiles
- Assurer la représentativité de ses adhérents auprès des organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux partageant les objectifs de l'association Tapaj
- L'organisation de toute manifestation en lien direct ou indirect avec son objet social en y associant des associations membres
- La participation à tous les organes de concertation traitant du programme Tapaj
- La proposition de toute mesure législative, réglementaire, administrative tendant à développer le programme Tapaj,
- Le soutien, l'harmonisation et la coordination de l'action des associations adhérentes du point de vue matériel intellectuel ou moral

Annexe au Bilan

- De protéger la propriété intellectuelle de Tapaj et de mener dans un souci d'homogénéité des actions fédératives au profit de ses membres
- De conduire des opérations d'évaluation de l'inscription des actions des programmes Tapaj dans les principes énoncés dans la chartre Tapaj souscrite par tous, visant à l'amélioration continue des pratiques
- De mettre à disposition son savoir-faire au profit d'autres établissements du secteur social et médico social y compris dans le cadre de mandat de gestion
- De mettre en place des services susceptibles de contribuer à la réalisation directe ou indirecte de tout ou partie du but de l'association
- De mutualiser, coopérer avec le cas échéant les organismes ayant un objet similaire ou complémentaire, en vue de coordonner les actions et contribuer à la réalisation de projets communs
- D'acquérir, gérer un patrimoine mobilier ou immobilier entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation
- De s'assurer que les moyens nécessaires pour protéger les données personnelles des personnes bénéficiaires du dispositif Tapaj ont bien été mis en œuvre par les associations membres
- Le mécénat, la vente, permanente ou occasionnelle de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet et susceptible de contribuer à sa réalisation.

Les ressources de l'association comprennent :

- les éventuels droits d'entrée
- les cotisations des membres
- les subventions de l'état, des collectivités publiques et de leurs établissements, de l'Union Européenne, voire d'un organisme international
- les dons manuels (et sommes perçues au titre du mécénat)
- les intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association
- les donations et legs que l'association peut être autorisée à accepter en raison de sa capacité, la nature de son objet ou de ses activités
- les dons des établissements d'utilité publique, ou de fonds de dotation redistributeurs, si elle remplit les conditions
- les produits provenant des biens, ou de la vente des produits et services par l'association.

Annexe au Bilan

Faits significatifs de l'exercice

CPOM 2019 à 2022

Pour rappel, TAPAJ France bénéficiait d'un contrat pluriannuel avec le ministère de 2019 à 2022. Une provision pour subvention à reverser a été comptabilisée sur l'exercice précédent pour un montant de 2 999 460€ décomposés comme suit :

- 1 215 500€ de 2019,
- 774 834€ de 2020,
- 575 663€ de 2021,
- 433 463€ de 2022.

Faute d'information supplémentaire, la provision a été conservée sur cet exercice.

Convention 2024

En 2024, l'association a signé une nouvelle convention avec le ministère pour une période d'un an. Cette convention prévoit le remboursement des fonds non utilisés. La part non consommée sur l'année correspond à 71 894€. Ce montant a été comptabilisé en provision pour subvention à reverser.

Informations au titre des méthodes comptables

Aucun changement de méthode comptable n'a été appliqué au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Annexe au Bilan

Informations au titre des postes du bilan

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Starters à reverser

Dans la convention avec le ministère de 2019 à 2022, était prévu le versement d'un soutien financier aux nouvelles associations adhérentes d'un montant de 20 000€. La convention prévoyait 20 nouveaux sites par an, ce qui induit que 400 000€ de la subvention reçue devait être reversés aux adhérents. La subvention était diminuée de ce montant par le transfert dans un compte de tiers.

Au 31/12/2023, avec l'arrêt du CEPOM et la signature d'une nouvelle convention annuelle, le solde de ces comptes tiers a été transféré dans le 467 – STARTERS A REVERSEUR pur un montant de 300 000€ :

- 140 000€ au titre des sites non ouverts en 2020
- 160 000€ au titre des sites non ouverts en 2022.

Faute d'information supplémentaire, ce montant a été conservé en 467.

Annexe au Bilan

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Informations liées au compte de résultat

Informations sur les subventions et contributions financières reçues par l'entité :

N° de compte	Intitulé	Sommes reçues 2024	Sommes reçues 2023	Sommes reçues 2022
730100000	SUBVENTIONS APPRENTIS	12 500	22 500	49 333
740000000	SUBVENTIONS MINISTERE	1 328 591	1 155 500	1 540 942
740000001	SUBVENTION MILDECA	60 000	60 000	60 000
740000005	SUBVENTION CONSULTAT QUEBEC	6 000		
740000006	SUBVENTION DDFIP HERAULT		9 315	
755100000	CONTRIBUTION FINANCIERE VINCI			
755100000	CONTRIBUTION FINANCIERE EDF			
755100000	CONTRIBUTION FINANCIERE PSA			
755100000	CONTRIBUTION FINANCIERE ORANGE			10 000
755100000	CONTRIBUTION FINANCIERE FDF			3 000
756000000	COTISATION/ADHESION	34 544	31 894	21 705
TOTAL		1 441 635	1 279 209	1 684 981

Annexe au Bilan

Indemnités de fin de carrière

L'association n'a pas comptabilisé dans ses comptes annuels au titre de l'exercice clos, l'engagement correspondant aux indemnités de fin de carrière (IFC) dues aux salariés.

Cet engagement, estimé à 9 519 euros au 31/12/2024, a été évalué à partir de la méthode prospective suivante :

Engagement de l'entreprise = (((salaire brut annuel * Taux de progression salariale) / 12) * Nb de mois acquis au moment du départ + Charges sociales) * (Ancienneté actuelle / Ancienneté future) * Taux de turnover * Taux de mortalité * Taux d'actualisation financière

- Taux d'actualisation : 3.37%
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres 43 %
- Taux de charges patronales moyen pour les non cadres 43 %

Autres informations

Honoraires commissaire aux comptes 2024 : 7 260€.

Effectif de l'association au 31/12/2024 : 18 personnes.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, aucune rémunération et avantage en nature n'a été versé au trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	5 400					5 400
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 400					5 400
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	2 142		2 830			4 972
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	51 041		2 129			53 170
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		53 183		4 960			58 142
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DES TINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 973					8 973
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 973					8 973
TOTAL		67 556		4 960			72 515

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	5 400			5 400
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 400			5 400
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	70	1 220		1 290
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	35 679	8 446		44 125
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 749	9 666		45 415	
TOTAL		41 149	9 666		50 815

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	3 018 369	73 864	18 910	3 073 323
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 018 369	73 864	18 910	3 073 323
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	3 018 369	73 864	18 910	3 073 323
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			73 864	18 910	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 973	8 973	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	300	300	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 892	2 892	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	21 634	21 634	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	155 329	155 329	
	Charges constatées d'avance	17 793	17 793	
	TOTAL DES CREANCES	206 922	206 922	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	41 834	41 834		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	40 652	40 652		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	46 299	46 299		
	Impôts sur les bénéfices	26 154	26 154		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 446	1 446		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	369 746	369 746		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	22 317	22 317		
	TOTAL DES DETTES	548 447	548 447		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	31 025				31 025
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves	96 801				96 801
Autres réserves					
Report à nouveau	79 307	108 622			187 929
Excédent ou déficit de l'exercice	108 622	(108 622)	119 175		119 175
Situation nette	315 755		119 175		434 931
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	315 755		119 175		434 931

Variation des Fonds Reportés

	Fonds reportés clôture 31/12/2023	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
TOTAL				

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	9 315		9 315				
SUBVENTION MINISTERE 2019							
SUBVENTION MINISTERE 2020							
SUBVENTION MINISTERE 2021							
SUBVENTION MINISTERE 2022							
SUBVENTION DDFIP HERAULT							
Contributions financières d’autres org.	31 000		1 500			29 500	
CONVENTION PSA CONVENTION FDF							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	40 315		10 815			29 500	